



Macron et son gouvernement insultent les fonctionnaires ! Gel des rémunérations et budgets structurellement en déficit : nous devons dire stop !

Le gouvernement a annoncé une nouvelle austérité budgétaire de 54 milliards d'euros pour 2027, attaquant notamment la fonction publique et la Sécurité sociale ! Depuis des années, Macron et ses gouvernements successifs n'ont eu de cesse de manipuler les chiffres pour faire croire à une mauvaise gestion des services publics, stigmatisant ainsi les fonctionnaires. Il s'agit concrètement de nous rendre responsables d'une dette qui n'est pas la nôtre, puisque résultant des choix politiques liés à l'économie capitaliste.

Nos emplois, nos missions et nos administrations sont essentiels pour l'Etat et pour nous toutes et tous, notamment pour garantir l'égalité des citoyens et citoyennes dans leur accès à la justice, aux services de santé, à l'enseignement comme à la culture. Macron mène une bataille idéologique contre la Sécurité sociale, pilier du modèle français, avec en particulier des attaques sur les retraites, la santé, le chômage, le logement, la parentalité. Les priorités de Macron et de son gouvernement sont de financer les 211 milliards (Md€) d'aide par an aux entreprises, au détriment des services publics. Un exemple comparatif : le budget du CNRS sur subvention d'Etat est d'environ 3 Md€ alors que le crédit d'impôt recherche, distribué allègrement aux entreprises sans contreparties, atteint les 7,8 Md€.

Et pendant ce temps :

- Le premier semestre 2026 est marqué par le record de dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires : 70 Md€.
- Les industries pétrolières « raffineurs » ont multiplié leurs marges par 7.5 depuis le début de la guerre en Iran.

Pour les fonctionnaires ? Le gouvernement a encore confirmé le gel du point d'indice pour 2027 et impose des suppressions de postes !

Leurs choix politiques ne sont pas sans conséquence :

- Depuis le 1^{er} juin 2026, le premier échelon du premier corps de la catégorie A se trouve en dessous du SMIC en raison d'une absence de revalorisation des grilles A, B et C, noyant ainsi 862 000 agents de la fonction publique avec un traitement inférieur au SMIC.
- Depuis 2017, la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires est de 15% et même de 33% depuis 25 ans (voir le simulateur de perte de pouvoir d'achat de la CGT).

Parce qu'une juste rémunération doit passer par un respect du pouvoir d'achat, parce que la reconnaissance de nos efforts et de notre travail est légitime, nous devons nous mobiliser et lutter pour gagner nos revendications !

Mobilisons-nous le mardi 29 septembre !

Pour notre dignité, nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail, luttons ensemble !

Manifestation à Paris (14h république)

Pour les régions rapprochez-vous de vos sections